



N° 11 – 9 octobre 2018

A la Une

Projet de loi de finances pour 2019

Suite à la publication du projet de loi de finances pour 2019 le 24 septembre, l'ensemble des documents budgétaires annexés ont été mis en ligne le 3 octobre. Parmi les missions du budget général, la mission « [Travail et emploi](#) » bénéficie de 12,23 milliards d'euros, soit une baisse de 2,94 milliards d'euros par rapport à l'année précédente. 2,5 milliards sont consacrés au plan d'investissements dans les compétences (PIC), contre 1 milliard en 2018, « *pour permettre une pleine montée en charge du plan* ».

Au titre du programme 103 « [Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi](#) », la subvention pour Centre Inffo s'élève à 4,1 millions d'euros.

Cadre relatif à la procédure d'agrément des opérateurs de compétences

Le ministère du Travail a publié le 5 octobre une [note de cadrage](#) exposant « *les orientations et les principes sur lesquels s'appuiera l'administration pour la mise en œuvre de la procédure d'agrément des futurs opérateurs de compétences* ». Le document rappelle que les opérateurs de compétences seront agréés au plus tard le 1^{er} avril 2019 et que la date limite de dépôt des demandes d'agrément est fixée au 31 décembre 2018.

Emploi – Formation

Un projet de réorganisation à l'Afpa

Le 4 octobre, le président de l'Afpa, Jean-Pierre Geneslay, a confirmé à [Force Ouvrière](#) que le 18 octobre prochain serait présenté « *un projet de réorganisation de l'Afpa* » lors du conseil d'administration. Il a indiqué qu'il s'agissait d'adapter l'Afpa au contexte marqué par l'aggravation des déficits et les conséquences de la concurrence en élargissant ses missions en direction des travailleurs les plus éloignés de l'emploi. Selon lui, les annonces à venir pourraient constituer un « *choc* », suivi par une période de discussion jusqu'en mars prochain.

L'UNML reste mobilisée contre les fusions des Missions locales avec Pôle emploi

L'Union nationale des Missions locales (UNML) a réitéré son refus de tout projet de fusion des Missions locales avec Pôle emploi. Une conférence exceptionnelle des Présidents d'Association régionale des Missions locales (ARML) est convoquée le 10 octobre prochain. L'UNML dénonce une « *tentative d'OPA hostile* » suite à la note envoyée fin septembre par la DGEFP et Pôle emploi aux Direccte et directeurs régionaux de Pôle emploi, contenant des « *éléments de langage pour convaincre les élus locaux* ». L'objectif de ce document est de susciter des rapprochements entre des Missions locales et des agences Pôle emploi via des expérimentations ([UNML](#), 2 octobre).

15 millions d'euros pour l'insertion des réfugiés dans l'emploi dans le cadre du PIC

La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, et Jean-Marie Marx, haut-commissaire aux compétences et à l'inclusion par l'emploi, ont lancé le 1^{er} octobre un appel à projets doté de 15 millions d'euros pour l'insertion des réfugiés dans l'emploi dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences (PIC). L'appel à projets s'adresse à toute organisation souhaitant proposer « *de nouvelles idées imaginatives et ambitieuses qui vont offrir des solutions adaptées, sur mesure (...) pour accueillir et qualifier à plus grande échelle. Que les réfugiés puissent créer leur capital social, accéder à l'emploi, ou créer leur emploi* » a expliqué la ministre. Les propositions doivent prendre en compte toutes les dimensions (capital social, qualification, emploi, logement) et le travail en réseau sera un requis, tout comme l'ancrage territorial ([Quotidien de la formation](#), 2 octobre).

« Les seniors, l'emploi et la retraite » : rapport de France Stratégie

Dans son dernier [rapport](#) publié le 1^{er} octobre, France Stratégie consacre une fiche aux « *enjeux en matière de formation, notamment professionnelle* ». L'étude relève que pour les plus de 50 ans, les obstacles à la formation sont nombreux, en particulier l'absence d'aide de l'employeur et le manque de formations adéquates. Dès lors,

« la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences constitue un levier amont sur le besoin de formation ».

Une mission sur la mutualisation du CNFPT et des centres de gestion

Le Premier ministre, Édouard Philippe, a confié une mission temporaire sur la formation et la gestion des carrières des agents des collectivités territoriales au député LREM de la Vienne, Jacques Savatier, et au sénateur LREM de la Seine-et-Marne, Arnaud de Belenet. Les deux parlementaires doivent se pencher sur une mutualisation du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) et des centres de gestion (CDG), et notamment dresser un état des lieux des prestations fournies par ces organismes et leurs modalités de financement ([Acteurs publics](#), 5 octobre).

Lancement national des prépas apprentissage

En déplacement à la faculté des métiers de Bruz, Muriel Pénicaud a officiellement lancé les « prépas apprentissage ». « *De quelques semaines à cinq mois, la prépa leur permettra d'apprendre le savoir être professionnel comme la ponctualité, l'autonomie, le travail en équipe, le surpassement de soi, etc. La prépa leur permettra également de consolider les savoir-faire de base (lire, écrire, compter) et de définir leur choix professionnel* » a expliqué la ministre dans une interview à [Ouest France](#) le 4 octobre. Un appel à projets national sera lancé à destination, notamment, des 965 centres de formation des apprentis.

Un œil sur...

- [Mission coworking Territoires travail numérique : faire ensemble pour mieux vivre ensemble – Rapport 2018](#), CGET, septembre 2018
- [Intégrer la VAE dans les démarches compétences des entreprises](#), Via Compétences, septembre 2018
- [Usine du futur, bâtiment du futur : quelles évolutions pour les métiers cadres ?](#), Apec - Cesi, 4 octobre



Rédaction Département Documentation : Emmanuelle Herpin, Stéphane Héroult, Laurence Le Bars,
Catherine Quentric, Brice Ravet, Xavier Vonkorad
ressources@centre-inffo.fr
©Centre Inffo 2018

Depuis plus de 40 ans, Centre Inffo décrypte l'actualité de la formation à l'échelle nationale, régionale et européenne. Association sous tutelle du ministère en charge de la formation professionnelle, Centre Inffo est doté d'une mission de service public dans le champ de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles. Interlocuteur privilégié des pouvoirs publics et des partenaires sociaux, il les soutient et les accompagne dans la réalisation de leurs missions.

Centre Inffo met à la disposition des professionnels une offre de formation complète, une expertise juridique et documentaire, réalise des missions d'ingénierie, de conseil et d'accompagnement et assure un rôle d'animation du débat public. Son agence de presse permet un accès en temps réel à toute l'actualité de la profession.